ATLANTIS

Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques
Center for Geostrategic Research and Studies

AFRIQUE
SITUATION SECURITAIRE & POLITIQUE

NEWSLETTER

Semaine du 11 au 18 Juillet 2022

DOSSIER DE LA SEMAINE

" Conférence de Malabo "

TABLE DES MATIERES

CAMPAGNES DE DESINFORMATION EN AFRIQUE 3

DEFENSE & SECURITE 4 - 5

CENTRAFRIQUE : L'armée et la Minusca reprennent le contrôle de Ouanda Djallé…….....……4

SOUDAN : Entre le Soudan et l'Éthiopie, un conflit de plusieurs décennies pour le triangle d'El-Fashaga….4

BURKINA FASO : Trois supplétifs de l'armée tués dans une embuscade dans le Sahel……4

CAMEROUN : Crise anglophone : Les sécessionnistes responsables du massacre de 32 civils dans le Sud-Ouest.……5

NIGERIA : Face aux attaques de bandits, l'État de Zamfara appelle les civils à s'armer…….....5

R.D. CONGO : La logistique du M23 inquiète l'ONU……....5

POLITIQUE & SOCIETE 6 - 7

R.D. CONGO : En RDC, le président Félix Tshisekedi dénonce une « énième agression de la part du Rwanda »……. 6

NIGER : Le Niger, laboratoire du nouveau « Barkhane »……..……..……..6

SENEGAL : L'opposition calme le jeu, la majorité étouffe ses divisions internes…….6

KENYA : Le Kenya appelle au déploiement d'une force régionale dans l'est de la RDC…….....7

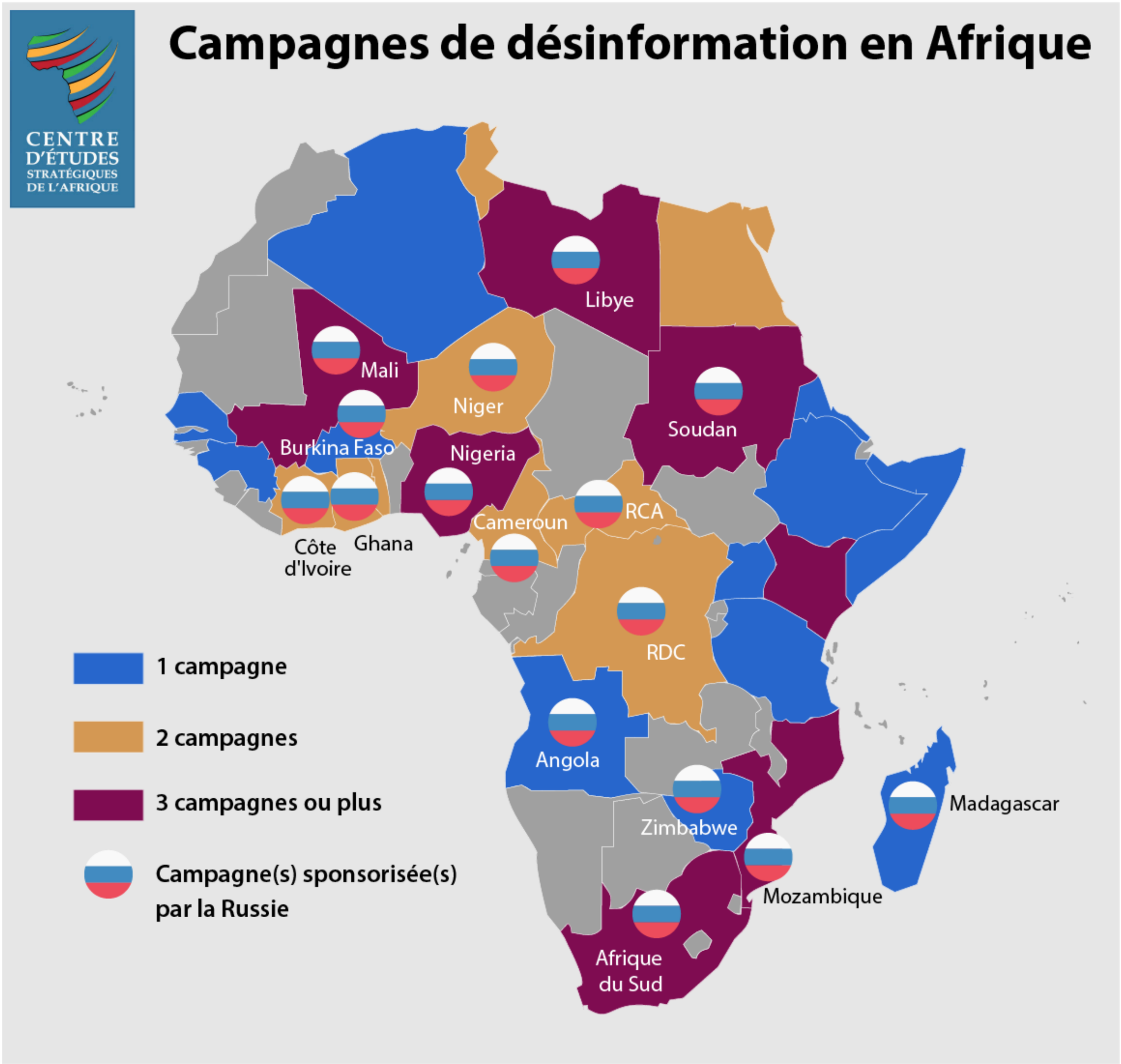
MALI : CEDEAO : Levée des sanctions économiques contre le Mali……..7

SOUDAN : Encore une journée de manifestations meurtrières à Khartoum…….....7

Dossier Spécial : « Conférence de Malabo » 8

ATLANTIS
Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques
Center for Geostrategic Research and Studies

CAMPAGNES DE DESINFORMATION EN AFRIQUE



Par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique - 13 mai 2022.
Campagnes de désinformation qui ont été détectées et documentées publiquement.

DEFENSE & SECURITE

CENTRAFRIQUE

L'armée et la Minusca reprennent le contrôle de Ouanda Djallé

Fait d’actualité :

En Centrafrique, la ville de Ouanda Djallé, dans le nord-est du pays, a été libérée dimanche 26 juin par l'armée et les forces de l'ONU. La sous-préfecture de la Vakaga était tombée depuis près de deux semaines sous le contrôle des miliciens de la coalition des patriotes pour le changement (CPC).

Source : Rfi **(Lien Article)**

Commentaire :

Le 16 juin dernier, Des combattants de la CPC s'étaient emparés de Ouanda-Djallé, provoquant la fuite d’environ 7 000 habitants, vers les forêts environnantes. Le pays connait une guerre civile depuis 2013.

"Conformément à son mandat de protection des populations civiles (...) la MINUSCA a lancé le 26 juin une opération militaire", annonce la mission de l'ONU.

Un contingent de Casques bleus rwandais et zambiens de la MINUSCA a tenté de négocier avec la CPC le retrait de ses combattants. La tentative a été vaine, ils ont donc été forcés de combattre les rebelles et ont réussi à les repousser hors de la ville de Ouanda-Djallé sous le contrôle de la CPC depuis deux semaines.

SOUDAN

Entre le Soudan et l’Éthiopie, un conflit de plusieurs décennies pour le triangle d’El-Fashaga

Fait d’actualité :

Les manifestations exigeant le retour d'un gouvernement civil au Soudan jeudi 30 juin et vendredi 1er juillet ont éclipsé la situation qui à la frontière entre le Soudan et l'Éthiopie, dans le triangle d'El-Fashaga.

Source : Rfi **(Lien Article)**

Commentaire :

Le Soudan a accusé lundi dernier l’Ethiopie d’avoir capturé et exécuté sept soldats soudanais et un civil, l’Ethiopie nie ces accusations.

Les tensions vont crescendo entre les deux pays qui se disputent la région d'el-Fashaga, zone frontalière située à l’intérieur des frontières internationales du Soudan. La zone est confrontée depuis des décennies à de violents affrontements entre Adis-Abeba et les rebelles du TPLF.

Mais depuis fin 2020, la tension s’est intensifiée entre les deux pays qui ne se sont jamais entendus sur le tracé de leur frontière. La construction du grand barrage de la Renaissance (Gerd) par l’Éthiopie sur le Nil accentue ces discordes.

BURKINA FASO

Trois supplétifs de l'armée tués dans une embuscade dans le Sahel

Fait d’actualité :

Trois combattants volontaires pour la défense de la patrie (VDP, les supplétifs de l'armée burkinabè) ont été tués mercredi, dans une attaque perpétrée par des individus armés non identifiés dans la localité de Tin-Akoff, dans le Sahel burkinabè, a-t-on appris jeudi de sources sécuritaires, locales et médiatiques.

Source : AA **(Lien Article)**

Commentaire :

Le Burkina Faso connaît une série d’attaques violentes depuis le mercredi 8 juin 2022. La plus meurtrière enregistrée dans la nuit du 10 juin, est celle de la commune de Seytenga qui a fait 86 morts et des milliers de déplacés internes. D’autres civils ont été attaqués les semaines suivantes dont plusieurs kidnappings.

Les forces de l’ordre sont toujours dépassées et le manque de moyens de la défense burkinabé, à assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire, donne la possibilité aux djihadistes de proliférer en se réfugiant dans des zones tampons, tuant et faisant fuir des millions de civils.

Pour appuyer l’armée dans son combat contre le terrorisme dans la région, le président a décidé de créer une Brigade de veille de défense patriotique et de deux zones d’intérêt militaire dont l’accès sera formellement interdit aux civils.

ATLANTIS
Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques
Center for Geostrategic Research and Studies

DEFENSE & SECURITE

CAMEROUN

Crise anglophone : Les sécessionnistes responsables du massacre de 32 civils dans le Sud-Ouest

Fait d'actualité :

Le ministère camerounais de la Défense a indiqué dans un communiqué, mardi, que des sécessionnistes sont responsables du massacre de 32 civils dont 5 nigérians à Akwaya, dans la région du Sud-Ouest anglophone du pays.

Source : AA (Lien Article)

Commentaire :

Ces derniers mois, des attaques récurrentes sont menées par des séparatistes anglophones.

Les attaques sont majoritairement perpétrées contre les forces de l'ordre et les infrastructures, mais celle du 25 juin a fait 32 victimes parmi les civils lors de funérailles. Aucune revendication n'a été faite sur ces attaques arbitraires.

Depuis 2016, les séparatistes n'acceptent de négocier que l'indépendance, ou une éventuelle plus grande autonomie; ce que le gouvernement refuse catégoriquement.

Tant qu'un compromis n'est pas trouvé entre les deux camps, les sécessionnistes semblent décidés à intensifier leurs attaques.

NIGERIA

Face aux attaques de bandits, l'État de Zamfara appelle les civils à s'armer

Fait d'actualité :

Au Nigeria, le nord-ouest du pays est de plus en plus la cible d'attaques de bandes criminelles qui pillent et enlèvent les habitants. Pour contrer ce fléau, l'État de Zamfara appelle les civils à se doter d'armes pour se protéger eux-mêmes. Une stratégie qui démontre l'absence de l'État dans la région.

Source : Rfi (Lien Article)

Commentaire :

Le Nigéria fait face à une recrudescence de violence sans précédent, depuis quelques années. Du nord au sud et d'est en ouest, le pays pullule de jihadistes, de bandes criminelles et de groupes séparatistes en tout genre.

Autant dire que le pays et les populations sont piégés face à cette menace grandissante. Plusieurs éléments donnent naissance à des groupes de justiciers, pour protéger les populations face à ces bandes criminelles. Le gouvernement est clairement dépassé par la situation.

L'appel aux civils à s'armer face à ces attaques risque de provoquer un autre problème tout aussi incontrôlable. Selon l'International Crisis Group (ICG), l'activité de ces groupes de justiciers risquerait d'aggraver les tensions intercommunautaires et d'accroître les risques de conflit.

R.D. CONGO

La logistique du M23 inquiète l'ONU

Fait d'actualité :

La mission onusienne en RDC (MONUSCO) a alerté, mercredi, sur la logistique militaire dont disposent les rebelles du M23 aux prises avec les casques bleus et les soldats dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Source : AA (Lien Article)

Commentaire :

Le groupe rebelle M23, dissout, suite aux accords de Nairobi en 2013, a refait surface en octobre 2021. Depuis, le groupe intensifie ses attaques de mieux en mieux organisées, il détiendrait aussi un arsenal digne d'une armée, d'après la Monusco.

L'armée s'essouffle face aux attaques récurrentes et violentes du groupe qui semble prendre de l'ampleur et du pouvoir, pendant que la tension entre la R.D.C. et le Rwanda s'accentue.

La ville frontalière de Bunagana, point de passage stratégique, est désormais sous le contrôle du groupe, depuis le 13 juin dernier.

La MONUSCO a de quoi s'inquiéter de l'avancée des M23 et de l'ampleur que le groupe acquiert depuis sa résurgence. La situation sécuritaire du pays est critique.

POLITIQUE ET SOCIETE

R.D. CONGO

En RDC, le président Félix Tshisekedi dénonce une « énième agression de la part du Rwanda »

Fait d'actualité :

Le chef de l'Etat a promis d'user de « toutes les voies de droit » pour « que le peuple congolais vive définitivement dans la paix et la quiétude sur son territoire ».

Source : Le Monde (Lien Article)

Commentaire :

D'anciennes tensions entre la R.D.C et le Rwanda sont de retour, après une brève accalmie. Kinshasa accuse le Rwanda de soutenir les rebelles du M23, le gouvernement rwandais réfute ces accusations.

Les relations compliquées entre Kinshasa et Kigali s'étaient apaisées avec l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi, en 2019 ; mais la résurgence du M23 a ravivé les tensions.

Le groupe rebelle M23, dissout, suite aux accords de Nairobi en 2013, a refait surface en octobre 2021 et ses attaques se sont intensifiées depuis. L'armée s'essouffle face aux attaques récurrentes et violentes du groupe.

Un Conseil de défense a eu lieu le mercredi 15 juin, la suspension de tous les accords avec le Rwanda a été décidée. Il semble bien que les deux pays aillent tout droit vers une rupture diplomatique.

NIGER

Le Niger, laboratoire du nouveau « Barkhane »

Fait d'actualité :

Tandis que la France ferme ses emprises militaires au Mali, elle se redéploie à Niamey pour « un partenariat de combat » avec l'armée nigérienne.

Source : Le Monde (Lien Article)

Commentaire :

Les transferts des bases françaises aux FAMa ont été actés. Le dernier transfert restant, qui marquera le départ définitif de Barkhane du Mali, concerne la base de Gao, prévu à la fin de l'été. Le déplacement du matériel et l'installation de l'armée française vers le Niger se fait sous haute surveillance.

La fin de « Barkhane », acte la fin de la « Task Force Takuba » signée le vendredi 1er juillet. Cette fin n'a pas empêché une collaboration active de l'armée française avec le Burkina Faso et le Niger, qui a permis de mener à bien plusieurs opérations.

Le retrait de Barkhane du territoire malien ne marque certainement pas le départ des armées françaises de la bande sahélo-saharienne. Bien au contraire, la France priorise son engagement avec le Niger et auprès des Etats voisins dans la lutte contre le terrorisme et elle s'y tiendra.

SENEGAL

L'opposition calme le jeu, la majorité étouffe ses divisions internes

Fait d'actualité :

Face aux vives tensions à l'approche des législatives du 31 juillet, la principale coalition de l'opposition a décidé d'annuler les manifestations prévues le 29 juin. Mais le pouvoir, lui, n'en a pas fini avec les « démons » de la divergence en son sein.

Source : Jeune Afrique (Lien Article)

Commentaire :

Le vendredi 17 juin, une manifestation de l'opposition a viré à un violent affrontement entre les manifestants et les forces de l'ordre, deux personnes sont décédées et plusieurs leaders de l'opposition ont été arrêtés. Depuis il y a eu une escalade de la violence entre les deux camps.

Le pouvoir prend en otage l'opposition et interdit toute sorte de manifestation ou de regroupement. Les manifestants comptent braver ces interdictions mais pour l'instant l'opposition tempère et décide d'annuler toute manifestation, en attendant le passage des périodes de fêtes, des examens de fin d'année et de pèlerinage.

Le Sénégal est connu comme étant l'un des rares pays africains où la démocratie et la stabilité sont primordiales. Cette stabilité est menacée depuis quelques mois, et tant que les deux camps resteront sur leurs positions, la situation déjà électrique du pays risque de dégénérer.

ATLANTIS
Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques
Center for Geostrategic Research and Studies

POLITIQUE ET SOCIETE

KENYA

Le Kenya appelle au déploiement d'une force régionale dans l'est de la RDC

Fait d'actualité :

Des chefs militaires régionaux des sept pays de la Communauté d'Afrique de l'Est doivent se réunir dimanche pour « stabiliser la région et rétablir la paix ».

Source : Le Monde (Lien Article)

Commentaire :

Le président kenyan Uhuru Kenyatta a décidé en avril dernier, de créer une force est-africaine pour rétablir la sécurité en RDC. Sept pays composent l'EAC : Kenya, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Rwanda, Sud-Soudan et RDC).

Le porte-parole du M23 a annoncé le 13 juin, avoir pris la ville frontalière de Bunagana, faisant fuir de nombreux civils et soldats vers l'Ouganda. La RDC accuse le Rwanda de soutenir le groupe mais le gouvernement rwandais nie catégoriquement ces allégations.

La région riche en minerais, attire plusieurs groupes rebelles provenant des pays voisins, mais la résurgence des rebelles du M23 reste la plus inquiétante à ce jour. Le président Kenyan appelle au déploiement immédiat de la force régionale de l'Afrique de l'Est pour stabiliser la région.

MALI

CEDEAO : Levée des sanctions économiques contre le Mali

Fait d'actualité :

Les sanctions individuelles contre les dirigeants de la junte et la suspension du Mali des organes de la CEDEAO sont, toutefois, maintenues.

Source : AA (Lien Article)

Commentaire :

Les sanctions économiques et financières imposées au Mali, ont été levées le dimanche 3 juillet par la Cédéao, mais les sanctions individuelles et la suspension du pays des organes de la Cédéao sont maintenues, jusqu'à nouvel ordre.

La Cédéao a également trouvé un accord avec le Burkina Faso, à compter du 1er juillet 2022, pour un calendrier de 2 ans et rejette les 36 mois de transition proposés par la junte guinéenne en lui accordant un sursis d'un mois pour revoir le chronogramme électoral.

Depuis 2020, la Cédéao multiplie les efforts pour accélérer le retour des civils à la direction de ces pays, les résultats semblent probants.

SOUDAN

Encore une journée de manifestations meurtrières à Khartoum

Fait d'actualité :

Huit mois après le coup d'État du général Abdel Fattah al-Burhan, des dizaines de milliers de personnes sont une nouvelle fois descendues dans les rues des grandes villes du Soudan, jeudi 30 juin, pour exiger le départ de la junte militaire.

Source : Rfi (Lien Article)

Commentaire :

Depuis le coup d'état militaire du 25 octobre 2021, la crise politique du Soudan n'a fait que se détériorer. Les manifestations contre le régime militaire, se sont poursuivies faisant plusieurs morts parmi les civils. La manifestation du jeudi 30 juin, la « Marche du million » a encore fait des victimes.

La répression violente des forces armées, face aux manifestants ne semble pas faire l'effet escompté. La violence des forces de l'ordre ne décourage pas les manifestants, elle les pousse au contraire à la révolte contre le régime actuel.

Il semble évident que le niveau de violence ne cesse d'augmenter de part et d'autre mais néanmoins avec un cap toujours significatif pour les forces putschistes qui utilisent des balles réelles contre les manifestants.

DOSSIER DE LA SEMAINE

“Sommet extraordinaire sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique”

La capitale de la Guinée Equatoriale, Malabo, a abrité, le 28 mai 2022, la 16ème Session extraordinaire de la Conférence de l’Union Africaine sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de Gouvernement en Afrique.

Cette conférence au sommet a eu lieu avec la participation de délégations représentant les 52 pays membres de l’Union africaine (UA) dont une vingtaine de chefs d’Etats du continent.

Une conférence similaire sur les crises humanitaires s’était déroulée la veille à la même ville.

Le sommet, qui s’est déroulé dans un contexte marqué par cinq coups d’État survenus depuis 2021 en Afrique (Guinée-Conakry, Burkina Faso, Mali, Soudan et Tchad), a abordé la problématique du terrorisme, une gangrène qui infecte progressivement toutes les régions du continent, entravant le processus de développement et empêchant les efforts déployés dans l’avancement démocratique.

Cette rencontre de haut niveau a été aussi marquée par des insurrections au Cameroun, au Mozambique, en République centrafricaine, en Somalie et au Sahel, et par une impunité généralisée pour les violations des droits humains commises par les forces de sécurité gouvernementales.

Le sommet fut l’occasion pour les dirigeants du continent de s’attaquer à la répression politique persistante, à l’impunité endémique, au non-respect des limites constitutionnelles des mandats et à la manipulation des élections.

Lors des travaux de la conférence, des « mesures urgentes » et des « actions de soutien » ont été promises aux pays touchés. Dans la déclaration finale de la 16ème Session, les Présidents africains se sont engagés fermement à fournir une allocation budgétaire adéquate pour les initiatives et programmes nationaux visant à renforcer la prévention et la lutte contre le terrorisme et l’extrémisme violent.

Ils ont annoncé qu’ils « renforceront la lutte contre le financement local et extérieur du terrorisme et accélérer la mise en œuvre de la Décision de la Conférence sur la criminalisation du paiement de rançons aux groupes terroristes ».

Pour avoir une chance de vaincre la menace extrémiste croissante dans le sahel et d'autres pays africains, et abandonner le recours aux armées occidentales, l'Afrique doit pouvoir mobiliser ses armées, objectif qui, au regard des désaccords entre les pays du continent, semble difficile à atteindre. Quant aux changements anticonstitutionnels enregistrés dernièrement dans nombre de pays africains, ils marquent un recul des processus démocratiques engagés il y a une vingtaine d'années.

ATLANTIS

Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques
Center for Geostrategic Research and Studies

41, rue Kharzouza , ClL - 20200 Casablanca - Maroc

Tél : +212 522 950 955/ Fax : +212 522 950 953

contact@atlantis-center.org

www. atlantis-center.org